



SN-PETULTEM

inFOs

avril
2015

Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, et de l'Énergie
Ministère du Logement de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité

DÉCLARATION À LA CAP DES 7 ET 8 AVRIL 2015

Déclaration liminaire des représentants Force ouvrière à la CAP des SACDD

Les représentants Force Ouvrière se félicitent du retour à la normalité que constitue cette CAP promotion qui permettra aux promus de se voir reclassés au 1er janvier de l'année en cours et plus avec un an de retard comme c'était le cas.

Concernant les promotions demeurent 2 points pour lesquels de nettes marges de progression existent. Tout d'abord les taux promus/promouvables (pro/pro) extrêmement bas dont pâtissent les SACDD. Une révision à la hausse est indispensable si l'on veut permettre à chacun un déroulement de carrière acceptable.

Puis il y a la question du tableau des retraits au grade supérieur qui n'est toujours pas tranchée. Nous refusons un système qui ôte à la commission administrative paritaire (CAP) une partie de ses prérogatives. Cette commission à laquelle nous participons aujourd'hui est là pour statuer à partir des dossiers des agents et de critères objectifs. Accepter qu'une liste d'agents promus soit établie par les seuls chefs de service, car c'est bien de cela qu'il s'agit lorsqu'on parle de TRGS, c'est accepter que notre instance puisse être totalement contournée et ne serve plus à rien. Dans le corps des SACDD ou du fait des taux pro/pro en vigueur beaucoup n'arriveront pas à dérouler leur carrière sur trois grades, il est totalement impensable que des représentants du personnel adhèrent à ce système. Nous avons toujours soutenu le principe des promotions coup de chapeau lorsque elles étaient hors quota, c'est-à-dire lorsqu'elles se rajoutaient aux promotions des tableaux classiques. C'est à ce type de fonctionnement qu'il faut revenir.

SN P2E-FO SNCTT-FO

MEDDE-MLETR – Arche de la Défense – colline sud – plot I - 30, passage de l'arche - 92055 Paris la Défense Cedex 04

Téléphone : 01 40 81 24 20 - Télécopie : 01 40 81 24 13

mel : fo-snpetultem@i-carre.net – mélanie : Syndicats/FO-SNPETULTEM

S.A.C.D.D

Au-delà des questions ayant un lien étroit avec cette CAP, nous souhaitons appeler l'attention de notre administration sur la situation extrêmement préoccupante qui découle de la réforme des régions. Les DREAL dans leur grande majorité vont être impactées par cette réforme. Rien n'est fait pourtant pour répondre à l'inquiétude grandissante des agents. Inquiétude tout à fait justifiée par la volonté affichée de réduire les implantations territoriales et de faire des économies d'échelle. Alors que l'on parle de la création de ces nouvelles DREAL pour le 1^{er} janvier 2016, nous ne connaissons toujours pas les préfigurateurs et aucune décision politique ne transparaît des discussions en cours concernant les choix stratégiques d'aménagement du territoire. Les représentants Force Ouvrière des SACDD demandent qu'une information soit donnée au plus vite sur ce sujet par le secrétariat général et qu'ils soient associés aux différents travaux devant permettre à cette réforme d'arriver à son terme. Pour les représentants FO SACDD il est hors de question d'accepter des mobilités forcées dans un contexte global de crise ou par exemple, obliger un conjoint à suivre un fonctionnaire, peut signifier souvent la perte de son emploi.

S'agissant des directions départementales des territoires de nombreuses questions restent en suspens quant au décroisement des effectifs du ministère de l'agriculture et du MEDDE. Des CT locaux précipités s'organisent dans les services sans qu'aucune information précise n'ait été apportée aux agents ni aux représentants des personnels.

Quels sont les modalités et l'objectif de ce dispositif ? Quelles sont les garanties pour les agents ?

Par ailleurs, il semblerait que la DRH prépare l'intégration des personnels de certains établissements publics dans les instances du MEDDE et notamment à la CAP des SACDD. Comment comptez-vous, madame la présidente, gérer la situation. Force Ouvrière vous rappelle que les élections se sont déroulées au mois de décembre 2014 ! et que chaque établissement concerné a sa propre instance.

De plus, même si cette CAP ne traite pas des mobilités, les élus Force Ouvrière souhaitent connaître les critères de sélection des demandes de détachements entrants dans nos ministères.

En effet, des détachements entrants ont été validés par la DRH au détriment de SACDD sans avis de la CAP ni information. Les représentants des personnels légitimement élus sont choqués de ces petits arrangements qui ne respectent pas la souveraineté de notre instance.

Les élus à la CAP